

CONSEIL MUNICIPAL

Mes chers collègues,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli le Procès-Verbal de la séance du **Conseil municipal** du **mercredi 15 mars 2023** qui sera soumis à votre approbation lors de notre prochaine réunion.

Il me serait agréable que vous fassiez connaître vos éventuelles remarques sur ce document auprès de Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services, avant la prochaine réunion, afin de permettre de les étudier et d'y répondre.

Vous en souhaitant bonne réception,

Je vous prie de croire, chers collègues, à l'assurance de ma considération distinguée.

*Très
cordialement*



Le Maire,

[Signature]
Frédéric BRICOUT

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU MERCREDI 15 MARS 2023 – 18H30 –

PROCES VERBAL

Le mercredi 15 mars 2023, le Conseil municipal de CAUDRY, régulièrement convoqué par courrier du 9 mars 2023, s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Frédéric BRICOUT, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 33

Membres présents : M. BRICOUT Frédéric, Maire ; Mme MERY-DUEZ Anne-Sophie, Mme BERANGER Agnès, M. BONIFACE Didier, Mme TRIoux-COURBET Sandrine, M. RIQUET Alain, Mme THUILLEZ Martine, M. DOYER Claude, Mme RICHOMME Liliane, Adjoints au Maire ; Mme PLUCHART Claudine, Mme PRUVOT Brigitte, M. DEVIENNE Marc, M. MARIN Yves, M. DEUDON José, Mme NAVEZ Patricia, M. BALEDENT Matthieu (à partir de la Question 4), Mme MATON Audrey, Mme CAILLAUX Céline, M. BRULANT Damien, Mme DEMARQUE Ophélie, M. COLLIN Denis, Mme DESREUMAUX Sophie, Conseillers municipaux formant la majorité des membres en exercice.

Membres absents ayant donné procuration :

M. POULAIN Bernard : procuration à M. BONIFACE Didier
Mme DAUCHET Martine : procuration à Mme THUILLEZ Martine
M. CHMIELEWSKI Dominique : procuration à M. DEVIENNE Marc
Mme CHATELAIN Nathalie : procuration à Mme CAILLAUX Céline
M. DECALION Israël : procuration à M. BRICOUT Frédéric
M. HISBERGUE Antoine : procuration à Mme BERANGER Agnès
M. ROUSSEAU Jérémy : procuration à M. BRULANT Damien
M. BAUDOUX Aurélien : procuration à Mme TRIoux-COURBET Sandrine

Membres absents excusés :

M. BALEDENT Matthieu (jusqu'à la Question 3),
Mme DENIZON-LEVEAUX Violenne
Mme DISDIER Mélanie,
M. BAJODEK Alban.

Est désigné secrétaire de séance : Mme DEMARQUE Ophélie

Monsieur le Maire : « Alors, messieurs, dames, bienvenue, nous allons procéder à l'appel. »

Monsieur le Maire procède à l'appel

1.APPROBATION DU PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 08 FEVRIER 2023

Procès verbal distribué le 06/03/2023

ADOPTE A L'UNANIMITE
1 ABSTENTION : MME DESREUMAUX

2. SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX DIFFÉRENTS COMITES DE QUARTIER

Monsieur Didier BONIFACE, Adjoint au Maire rappelle que par délibération du 23 juin 2022 (DGA/23-06-2022-Q8) le Conseil municipal a adopté les dispositions suivantes pour l'année 2022 sur propositions de la Commission Animations et Fêtes (à l'identique de 2019):

- Fête Foraine Simple : **475 €**
- Fête Foraine + Repas Dansant avec DJ : **950 €**
- Fête Foraine + Repas Dansant avec Orchestre : **1 190 €**
- Fête Foraine + Repas Dansant avec DJ et Animation : **1 190 €**
- Fête Foraine + Repas Dansant avec Orchestre et Animation : **1 425 €**

Possibilité d'aide supplémentaire en cas de spectacle exceptionnel suivant avis de la Commission des Fêtes : **665 €**

- Ces subventions seront versées une fois la fête réalisée et après vérification par M. l'Adjoint aux Fêtes et Animations.

Elles concernent les comités de quartier suivants :

- Comité des Fêtes du Quartier Négrier,
- Comité des Fêtes du Boulevard Jean Jaurès,
- Comité des Fêtes du Quartier d'Audencourt,
- Comité des Fêtes du Quartier de la Gare,
et désormais,
- Comité des Fêtes du Rosaire.

Monsieur Bernard POULAIN, Adjoint aux Fêtes et Animations, a été sollicité par plusieurs de ces comités qui ont exposé leurs difficultés à préfinancer leurs activités faute de réserve suffisante.

A cet effet, la Commission des Finances, au cours de sa séance du 8 mars 2023, a émis un avis favorable au versement d'une avance de 400,00 € aux Comités de Quartier à valoir sur leurs subventions annuelles liées aux festivités comme précisées ci-avant.

Monsieur Didier BONIFACE propose :

- de maintenir jusqu'à nouvelle délibération les montants de subventions repris ci-avant
- d'accorder le versement d'une avance de 400,00 € à valoir sur lesdites subventions

En cas d'accord, les crédits seront inscrits aux Budgets Primitifs des exercices en cours – article 6574.

Monsieur le Maire : « *Des questions, des remarques? messieurs, dames. Non ? Donc on va le soumettre à votre approbation. Donc on vous propose de maintenir jusqu'à nouvelle délibération les montants de subventions reprises ci-avant. Et d'accorder le versement d'une avance de 400 € à valoir sur lesdites subventions.* »

ADOpte A L'UNANIMITE

*Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 24/03/2023*

3. DEMANDES DE SUBVENTIONS DIVERSES

Madame Agnès BERANGER, Adjointe au Maire expose :

Au cours de sa réunion du 8 mars 2023, la Commission des finances a émis un avis favorable aux demandes de subventions suivantes :

1. Association Archi m'aide (cf courrier joint)

Cette association présidée par Monsieur Loic DENEL a pour objet de sensibiliser aux troubles neuro-développementaux dits TND comme les TSA(Troubles du Spectre Autistique). Elle organise des échanges dans l'esprit du café-rencontres autour de ce thème et de partage d'outils pédagogiques, de jeux et de la littérature qui permettent d'aider les enfants atypiques mais aussi et surtout leurs parents.

L'association a déjà mené son action à Caudry ainsi que dans d'autres communes et l'a, jusqu'à présent, financée sur les deniers de ses membres.

Afin de renforcer ses projets elle sollicite la participation de la commune.

- ➔ Avis favorable de la Commission des Finances pour l'octroi d'une subvention de démarrage de 150,00 €

2. Comité des Fêtes du Quartier du Rosaire (cf courrier joint)

Par courrier du 30 janvier 2023, le Comité des Fêtes du Rosaire nous a informé de sa récente création ainsi que de ses activités à venir.

Son Président, Monsieur Christophe DÉFOSSÉ sollicite une aide financière de la commune

- ➔ Avis favorable de la Commission des Finances pour l'octroi d'une subvention de démarrage de 150,00 €

3. Amicale des Retraités Municipaux (cf courrier joint)

Madame Marie-Jeanne BARRÉ, Présidente de l'Amicale des Retraités Municipaux nous a sollicité par courrier du 15 février 2023 afin d'obtenir une avance de 5 000,00€ à valoir sur la subvention annuelle de fonctionnement.

Afin de permettre à l'association de mener ses projets dès à présent un avis favorable de la Commission des Finances a été formulé.

4. Adventure Life – Participation au 4L Trophy 2023 (cf courrier joint)

Au nom de son association et dans le cadre de sa participation au 4L Trophy 2023, Madame Anastasia MORELLE-DELOFFRE nous a sollicité en vue d'obtenir une participation.

L'association a pris soin d'afficher le logo de la ville de Caudry sur le véhicule participant à la course.

- ➔ Avis favorable de la Commission des Finances pour une subvention de 200,00 € à verser à Adventure Life.

5. Lions Club Le Cateau-Caudry (courrier et budget joints)

Par courrier du 1^{er} mars 2023, Monsieur Régis CUVILLIEZ, Président du Lions Club Le Cateau-Caudry nous a sollicité dans le cadre d'une participation à l'organisation d'un loto qui s'est déroulé le 4 mars à la Salle des Fêtes de Caudry.

- ➔ Avis favorable de la Commission des Finances pour le versement à l'association d'une subvention de 500,00 €.

En cas d'accord les crédits seront inscrits au Budget Primitif 2023, article 6574.

Monsieur le Maire : « Messieurs, dames par rapport à ça? Des questions, des remarques ? Bon alors quelques bonnes nouvelles effectivement. Contents, je pense, toutes et tous de voir le quartier du Rosaire renaître. C'est important les fêtes de quartier, ça crée du lien social, ça permet à des gens qui n'ont pas souvent les moyens de sortir, de pouvoir avoir accès à une animation à côté de chez eux, notamment les personnes âgées. Contents également que l'amicale des retraités municipaux ait pu retrouver un bureau parce que l'ancien bureau était démissionnaire et donc on leur souhaite beaucoup d'activités. C'est ce qu'on leur souhaite. »

ADOpte A L'UNANIMITE

*Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 24/03/2023*

4. PARTICIPATION A UNE COMPETITION DE COIFFURE – OCTROI D'UNE BOURSE EXCEPTIONNELLE

Monsieur le Maire a été saisi d'une demande d'accompagnement financier par une jeune caudrésienne de 22 ans, Madame Audrey VILETTE, membre de l'équipe de France de coiffure (cf doc. Joint) dans le cadre de sa participation aux championnats de France le 26 mars prochain.

La prochaine étape en cas de victoire serait l'accession aux championnats du Monde le 10 septembre 2023 à Paris. La jeune femme a pour projet d'ouvrir son salon de coiffure.

Elle nous expose que les frais liés à ces participations seront de l'ordre de 1 000,00 €.

La Commission des Finances au cours de sa séance du 8 mars 2023, a émis un avis favorable au versement d'une bourse exceptionnelle d'encouragement de 500,00 € à Madame Audrey VILETTE.

Madame Sandrine TRIoux, Adjointe au Maire propose au Conseil municipal d'accorder cette bourse.

En cas d'accord, les crédits seront inscrits au Budget Primitif de l'exercice 2023 – article 6714.

Monsieur le Maire : « Oui. Alors donc, vous avez les éléments dans les annexes, il n'y a pas de numéro de page, mais c'est annexe de la question quatre. Donc effectivement, cette jeune a étudié à l'URMA de Caudry. Elle travaille dans un salon caudrésien. Elle a participé à un concours de La Rochelle le 15 janvier où elle a fini cinquième et donc elle sollicite une subvention. »

ADOpte A L'UNANIMITE

*Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 24/03/2023.*

5. PERSONNEL COMMUNAL – MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS STATUTAIRES

Madame Martine THUILLEZ, Adjointe au Maire, expose au Conseil municipal que suite à plusieurs évolutions de carrières d'agents de la collectivité il convient de mettre à jour le tableau des effectifs et d'effectuer la suppression :

- de trois postes d'agent de maîtrise à temps complet
- de cinq postes d'Adjoint Technique Principal de 1^{re} classe à temps complet
- de deux postes d'ATSEM Principal de 2^e classe à temps complet
- d'un poste de Chef de service de Police Municipale Principal de 2^e classe à temps complet

- d'un poste d'Éducateur des APS Principal de 2^e classe

Il précise que l'ensemble des postes à supprimer sont vacants

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 09 mars 2023 ;

Madame THUILLEZ propose au Conseil municipal d'approuver la suppression de ces postes à compter du 1er avril 2023. Le tableau des effectifs qui sera mis en application à compter du 1er avril 2023 est le suivant :

	Conseil du 08/02/23 effectif au 01/03/23	Conseil du 15/03/23 tableau des effectifs au 01/04/23
GRADES		

FILIERE ADMINISTRATIVE		
Directeur Général des Services	1	1
Attaché Hors Classe	1	1
Attaché Principal	2	2
Attaché	5	5
Rédacteur Principal 1ère Classe	2	2
Rédacteur Principal 2ème Classe	1	1
Rédacteur	3	3
Adjoint Administratif Principal de 1ère Classe	9	9
Adjoint Administratif Principal de 2ème Classe	12	12
Adjoint Administratif	17	17

FILIERE TECHNIQUE		
Ingénieur Principal	1	1
Ingénieur	2	2
Technicien Principal 1ère Classe	3	3
Technicien Principal de 2ème classe	1	1
Technicien	6	6
Agent de Maîtrise Principal	12	12
Agent de Maîtrise	11	8
Adjoint Technique Principal 1ère Classe	34	29
Adjoint Technique Principal 2ème Classe	23	23
Adjoint Technique	49	49

FILIERE CULTURELLE		
Attaché Principal de conservation du patrimoine	1	1
Assistant de Conservation du Patrimoine	1	1
Adjoint du Patrimoine Principal de 1ère Classe	8	8
Adjoint du Patrimoine Principal de 2ème Classe	4	4
Adjoint du Patrimoine	3	3
Professeur d'enseignement artistique	1	1
Assistant d'Enseignement Artistique Principal de 1ère Classe		
Temps complet	3	3
Temps non complet 12H30	2	2
Temps non complet 12H00	1	1
Temps non complet 8H00	1	1
Temps non complet 7H00	1	1
Temps non complet 5h15	1	1
Assistant d'Enseignement Artistique Principal de 2ème Classe		
Temps non complet 11H30	1	1
Temps non complet 9H30	1	1
Temps non complet 7H00	1	1
Temps non complet 4H00	1	1

FILIERE CULTURELLE		
Temps non complet 2H00	1	1
Assistant d'Enseignement Artistique		
Temps non complet 10H00	1	1

FILIERE MEDICO-SOCIALE		
Agent Spécialisé des Ecoles Maternelles Principal de 1ère Classe	11	11
Agent Spécialisé des Ecoles Maternelles Principal de 2ème Classe	3	1
Agent social territorial	1	1

FILIERE ANIMATION		
Adjoint d'Animation Principal de 1ère Classe	1	1

FILIERE POLICE MUNICIPALE		
Chef de service de Police Municipale Principal de 1ère classe	2	2
Chef de Service de Police Municipal Principal de 2ème classe	1	0
Brigadier Chef Principal de Police Municipale	3	3
Gardien Brigadier de Police Municipale	2	2

FILIERE SPORTIVE		
Éducateur des APS Principal de 1 ^{re} classe	1	1
Éducateur des APS Principal de 2 ^e classe	1	0

TOTAL	254	242
--------------	------------	------------

Les crédits nécessaires seront inscrits aux Budgets des exercices en cours.

Monsieur le Maire : « Alors, nous avons eu la chance d'avoir plusieurs de nos collaborateurs qui ont réussi le concours. Donc leurs postes sont restés vacants. Ce sont bien des postes vacants. On ne supprime pas de postes. Et donc on vous demande de bien vouloir approuver le nouveau tableau qui suit, qui est dans les pages suivantes. »

ADOpte A L'UNANIMITE

*Affaire suivie par Madame GABET, Directrice des ressources humaines
Délibération transmise en sous-préfecture le 24/03/2023*

6. REMBOURSEMENT DE FRAIS A UN ÉLU

Comme de coutume, une délégation municipale s'est rendue à ST LÉGER-LES-MÉLÈZES les 06, 07 et 08 janvier 2023, afin de rendre visite aux élèves et enseignants des classes de neige.

À cette occasion, la délégation a engagé différents frais de carburant et de restauration, d'un montant total de 277,71 euros, qui ont tous été supportés par Monsieur Antoine HISBERGUE, Conseiller municipal délégué, qu'il convient de lui rembourser.

Madame Audrey MATON, Conseillère municipale, invite le Conseil municipal à autoriser à faire procéder à ce remboursement.

Monsieur le Maire : *« Alors, Antoine et Aurélien ne sont pas là, ils vivent des moments difficiles et on a une pensée pour eux. Yves, tu étais à la délégation ? Donc nous dire un petit peu où vous avez mangé si c'était bon. »*

Monsieur Marin : *« On a mangé avec les enfants. »*

Monsieur le Maire : *« Non mais sur la route ?*

Monsieur Marin : *« Sur la route, c'était casse-croûte. On a fait au plus simple, comme d'habitude. »*

Monsieur le Maire : *« Ok, très bien. Et puis après il y avait le carburant également, le carburant et la restauration donc pour un montant de 277,71 €. Donc messieurs dames, on vous demande de bien vouloir autoriser le remboursement de ses frais à M. Hisbergue, oui, Madame Desreumaux. »*

Madame Desreumaux : *« Oui, juste par respect républicain, je m'abstiendrais de toute remarque sur cette question en l'absence de Monsieur Hisbergue. Par contre, je voterai "contre". »*

Monsieur le Maire : *« Très bien. »*

**ADOpte A LA MAJORITE DES SUFFRAGES EXPRIMES
1 CONTRE : MME DESREUMAUX**

*Affaire suivie par Madame BRICHE BOCQUET, Directrice des Affaires Juridiques et Scolaires
Délibération transmise en sous-préfecture le 24/03/2023*

**7. DEMANDE DE GARANTIE COMMUNALE PAR LA SOCIÉTÉ PROMOCIL POUR LA
CONSTRUCTION DE 22 LOGEMENTS SITUÉS BOULEVARD HENRI DUNANT**

Monsieur Didier BONIFACE, Adjoint au Maire, expose :

Par courrier du 31 janvier 2023 reçu le 2 février 2023, la Société Anonyme d'HLM Promocil a sollicité la commune en vue d'obtenir la garantie financière d'un emprunt pour un montant total de 3 115 623,00 € à contracter auprès de la Banque des Territoires et dont les caractéristiques sont reprises dans le contrat de prêt ci-joint.

Ce prêt a pour objectif le financement d'une opération de construction de 22 logements situés Boulevard Henri Dunant à Caudry.

La commission des finances, en séance du 8 mars 2023, a émis un avis favorable à cette demande.

En conséquence,

Monsieur BONIFACE propose au Conseil municipal :

- d'adopter la délibération d'octroi de la garantie financière à la société PROMOCIL :

Le Conseil Communal,

Vu le rapport établi par :,

La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

Vu les articles L. 2252-1 et L. 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code civil ;

*Vu le Contrat de Prêt n°143 705 en annexe signé entre : SOCIÉTÉ D'HLM PROMOCIL
ci-après l'emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;*

DÉLIBÈRE :

Article 1 :

L'assemblée délibérante de la COMMUNE DE CAUDRY accorde sa garantie à hauteur de 100,00 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 3 115 623,00 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N° 143 705 constitué de 5 Ligne(s) du Prêt.Prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 3 115 623,00 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 :

Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces afférentes à cette affaire.

Monsieur le Maire : « *Donc pour le public et peut être les techniciens et la presse. Donc effectivement, c'est une garantie qu'on fait régulièrement, comme toutes les communes. Si jamais il y avait une défaillance, donc la garantie serait reprise par l'Etat et on conserverait le patrimoine de Promocil cité en référence. Donc on vous demande, messieurs, dames, de bien vouloir accepter la garantie et de m'autoriser à signer toutes les pièces afférentes à cette affaire. »*

ADOpte A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES
1 ABSTENTION : MME DESREUMAUX

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 24/03/2023

8. MISE A DISPOSITION DU BÂTIMENT SIS 02 RUE EDMOND BRICOUT A CAUDRY AU PROFIT DE LA CAISSE D'ÉPARGNE

Monsieur le Maire a été sollicité par l'agence de Caudry de la « Caisse d'Épargne » concernant la possibilité de mettre à disposition de cette dernière un local à usage d'agence bancaire, de bureaux et de réception du public pendant les travaux qui doivent être effectués à l'agence située rue Roger Salengro.

Suite à l'acquisition du bâtiment situé 02 rue Edmond Bricout, à Caudry, Madame Sandrine TRIoux, Adjointe au Maire propose de conclure avec l'agence de Caudry de la Caisse d'Épargne un bail commercial pour une durée de 06 mois qui commencera à courir le 1er avril 2023 pour se terminer le 30 septembre 2023.

La Caisse d'Épargne s'engage à louer ce bâtiment pour un montant de 2 000,00 € (deux mille euros) mensuel net de charges.

En conséquence, Madame TRIoux demande au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à mettre à disposition le bâtiment situé 02 rue Edmond Bricout au profit de la Caisse d'Épargne, moyennant la somme mensuelle de 2 000,00 € euros nette de charges et à signer le bail à usage commercial ci-joint.

Monsieur le Maire : « *Voilà, donc vous en avez parlé quand on vous a proposé l'acquisition de ce bâtiment qui est un très beau bâtiment, très bien placé. Et donc, comme on vous l'avait dit, la Caisse d'Épargne nous sollicite pour nous le louer pendant donc six mois à un montant de 2 000 € par mois. C'est une bonne chose, la Caisse d'Épargne s'occupe des travaux, et cetera. Elle fait tous les travaux nécessaires. Voilà par rapport... oui ? je ne le voyais pas avec la tête de M. Boniface. »*

Madame Desreumaux: « *Ok. Simplement en cohérence avec mes propos du dernier Conseil municipal, je m'abstiendrai de voter sur cette question. »*

Monsieur le Maire : « *Très bien. »*

ADOpte A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES
1ABSTENTION : MME DESREUMAUX

Affaire suivie par Monsieur FAUQUEMBERGUE, Directeur des Services Techniques et des Sports
Délibération transmise en sous-préfecture le 24/03/2023.

9. MISE A DISPOSITION DU BÂTIMENT SIS 02 RUE EDMOND BRICOUT A CAUDRY AU PROFIT DE LA BANQUE POPULAIRE DU NORD

Monsieur le Maire a été sollicité par Monsieur Christophe BELOT, Directeur de l'agence de Caudry de la « Banque Populaire du Nord » concernant la possibilité de mettre à disposition de cette dernière un local à usage d'agence bancaire, de bureaux et de réception du public pendant les travaux qui doivent être effectués à l'agence située Place du Général de Gaulle.

Suite à l'acquisition du bâtiment situé 02 rue Edmond Bricout, à Caudry, Madame Sandrine TRIoux, Adjointe au Maire propose de conclure avec l'agence de Caudry de la Banque Populaire du Nord un bail commercial pour une durée de 06 mois qui commencera à courir le 1er octobre 2023 pour se terminer le 31 mars 2024.

La Banque Populaire du Nord s'engage à louer ce bâtiment pour un montant de 2 000,00 € (deux mille euros) mensuel net de charges.

En conséquence, Madame TRIoux demande au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à mettre à disposition le bâtiment situé 02 rue Edmond Bricout au profit de la Banque Populaire du Nord, moyennant la somme mensuelle de 2 000,00 € euros net de charges et à signer le bail à usage commercial ci-joint.

Madame Trioux : « Donc, c'est la même demande qui est cette fois sollicitée par Monsieur Christian Belot, directeur de l'Agence de la Banque Populaire du Nord, qui demande pour les travaux de son... » (coupée)

Monsieur le Maire : « ... Christophe »

Mme Trioux : « j'ai dit qui ? »

Monsieur le Maire : « Christian »

Madame Trioux : « C'est Christophe Bélot ...Pour les travaux de son agence située Place de Gaulle. Suite à l'acquisition, nous acceptons de lui octroyer la location qui commencera le 1^{er} octobre 2023 pour se finir le 31 mars 2024 dans les mêmes conditions pour un loyer de 2 000 € mensuel net de charges. En conséquence, Monsieur le Maire vous demande de l'autoriser à mettre à disposition le bâtiment situé deux rue Edmond Bricout, au profit de la Banque populaire du Nord, moyennant la somme mensuelle de 2 000 € net de charges et à signer le bail à usage commercial. »

Monsieur le Maire : « Très bien. Donc deux commerçants locaux qui vont rénover leur agence pour encore mieux accueillir le public. En plus, ça tombe bien parce que c'est la même famille. Je ne sais pas si vous le savez, mais Caisse d'épargne et Banque Populaire maintenant, c'est la même famille. Et donc la Caisse d'épargne va faire les travaux. Et puis la Banque populaire prendra le relais derrière pour les six mois suivants. Donc ce bâtiment est déjà loué douze mois. »

ADOpte A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES
1ABSTENTION : MME DESREUMAUX

Affaire suivie par Dominique FAUQUEMBERGUE, Directeur des Services Techniques et des Sports
Délibération transmise en sous-préfecture le 24/03/2023

10. ACQUISITION DE DEUX IMMEUBLES CADASTRÉS AO 774 ET AS 205 SITUÉS 09 ET 28 RUE DU MARÉCHAL LECLERC (FRICHES COMMERCIALES)

Madame Sandrine TRIoux, Adjoint au Maire informe l'assemblée que Monsieur et Madame HECQUET LEBLOND, propriétaires des immeubles cadastrés section AO n°774 et AS 205 sis à Caudry, rue du Maréchal Leclerc ont fait part à Monsieur le Maire par courrier en date du 28 janvier 2023 de leur souhait de les céder.

Par courrier en date du 08 février 2023, Monsieur le Maire a porté à la connaissance des propriétaires, son intérêt à acquérir ces deux immeubles à usage mixte de commerce et d'habitation pour la somme de 268 000,00 euros.

L'immeuble cadastré section AO n°774 est situé au 28 rue du Maréchal Leclerc.

La surface cadastrale est de 1 108 m².

Le bâtiment considéré est un ensemble de 03 garages, combles et locaux commerciaux vacants et un logement ancien dégradé.

Cette opportunité permettra de procéder à l'aménagement de la zone concernée afin de renforcer le lien entre le parking Lemaire et la rue du Maréchal Leclerc et d'améliorer l'accès audit parking.

L'immeuble cadastré section AS n°205 est situé au 09 rue du Maréchal Leclerc.

La surface cadastrale est de 694 m². Il s'agit d'une ancienne quincaillerie, commerce vacant depuis plus de 15 ans.

Cette opportunité permettra de réaliser des aménagements de voirie dans le but de traiter les abords du Musée en requalifiant le parking des Mantilles existant et en l'intégrant dans un écrin végétal.

Le traitement végétal sera privilégié sur l'emplacement de l'ancienne quincaillerie en cœur d'îlot.

Ces acquisitions répondent ainsi à plusieurs objectifs :

- Structurer l'espace urbain
- Sécuriser les abords des voiries, carrefours et flux piétons
- Faciliter la desserte des commerces et équipements
- Accompagner les équipements culturels
- Améliorer le cadre de vie

Après avoir entendu cet exposé, le Conseil Municipal décide:

- d'autoriser Monsieur le Maire à acquérir l'immeuble cadastré section AO n°774 au prix de 130 000,00 euros et l'immeuble cadastré section AS n°205 au prix de 138 000,00 euros, soit un total de 268 000,00 euros pour les deux immeubles.
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les actes afférents à cette affaire

Monsieur le Maire : « *Merci Sandrine. Alors tout le monde connaît ces deux bâtiments ? La quincaillerie, Hecquet, on la connaît, on l'a connu tout jeune, aller chercher des boulons, des vis, des pétards, des feux d'artifices, etc. Il y avait tout là-bas. Effectivement, ce bâtiment il est vacant depuis plus de quinze ans,*

il dénote un petit peu avec les commerces avoisinants qui font des efforts pour leur façade, leur devanture, et cetera. Et beaucoup de gens nous faisaient la réflexion en disant "voilà, c'est dommage, ces bâtiments, ça tranche un peu avec le reste de la rue." Alors plusieurs intérêts à acquérir ces bâtiments, c'est déjà en termes de sécurité. Parce que vous savez, quand les bus viennent de la rue de la République, il y a toujours un danger parce que l'angle de giration n'est pas assez prononcé. Ils se retrouvent souvent face à face avec des voitures. Première chose. Donner une ouverture de vision sur notre musée parce qu'il y a ce bâtiment qui est en plein milieu, qui cache un peu notre musée et puis surtout créer un îlot de fraîcheur et puis des places de parking supplémentaires. Voilà, donc on a contacté Monsieur et Madame Hecquet, on les remercie parce que ça n'a pas été facile, Dominique. Ils étaient attachés à leurs bâtiments, ils étaient attachés à leur commune et ce n'était pas facile. Bon, voilà, on a discuté avec eux et comme vous pourrez le voir dans les annexes, les bâtiments ont été achetés pile poil au tarif des domaines. Voilà. Et donc, peut-être, Dominique, nous dire un petit peu plus en détail avec l'ensemble des travaux qui vont monter jusqu'à la rue Léon Blum. Et puis Christine nous parlera de des subventions que nous allons demander pour ça. »

Monsieur Fauquemberg : « *Alors donc, ces travaux consistent sur trois phases. La première phase, c'est de construire, de créer un giratoire pour permettre l'accès du nouveau laboratoire rue Léon Blum. Alors donc, ce giratoire sera au carrefour de la rue du Maréchal Leclerc et la rue Léon Blum... »*

Monsieur le Maire : « *...qui permettra de donner l'accès à la future maison pluridisciplinaire. »*

Monsieur Fauquemberg : « *Tout à fait. Ensuite c'est de permettre de faire une entrée et une sortie sur le parking de la Friche Lemaire et que ce parking soit plus visible. Egalement de traiter la liaison de ces deux entrées en élargissant les trottoirs, en faisant du parking mais marqué, pas comme actuellement sur la voirie, donc traiter l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite. Ensuite, la troisième phase, c'est donc le carrefour, l'améliorer, le sécuriser et le végétaliser. Le Carrefour République, rue du Maréchal Leclerc. »*

Monsieur le Maire : « *Madame la Directrice Générale des Services. »*

Madame Baccout : « *Oui. Alors, s'agissant des financements que nous pourrions obtenir, comme vous le savez, lors du dernier Conseil municipal, vous avez délibéré en faveur de l'appel à manifestation d'intérêt du Conseil régional. Et à ce titre, nous sommes en plein dans le domaine de l'attractivité du centre-ville, puisque réhabiliter toute cette portion entre le début de l'avenue du Maréchal Leclerc et le carrefour avec la rue de la République, on est en plein dans l'aménagement de l'accès à la ville et par conséquent l'accès à ces commerces qui va être amélioré. Et nous pourrions donc obtenir des financements à ce titre auprès de la région d'une part, et d'autre part, nous allons réaliser un projet qui sera de nature à renaturer le centre-ville et par conséquent, nous allons solliciter le nouveau fonds d'attractivité d'accélération de la transition écologique, le Fonds vert. Et nous espérons là aussi pouvoir obtenir des financements à ce titre. Voilà. »*

Monsieur le Maire : « *Bon merci. Messieurs, dames, donc qu'on vous demande de bien vouloir m'autoriser à acquérir l'immeuble cadastré section AO 774 au tarif de 130 000 € et l'immeuble cadastré section AS 205 au tarif de 138 000 €. »*

ADOpte A L'UNANIMITE

*Affaire suivie par Dominique FAUQUEMBERGUE, Directeur des Services Techniques et des Sports.
Délibération transmise en sous-préfecture le 24/03/2023*

11. RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2023

Madame Agnès BERANGER, Adjointe au Maire présente le ROB.

Après avoir présenté le rapport d'orientation budgétaire (ROB), Madame Agnès BERANGER :

- invite le Conseil municipal à procéder au débat d'orientation budgétaire,
- à acter par un vote la tenue du débat sur la présentation du ROB.

Le rapport est présenté en annexe.

Mme Béranger : « Alors le rapport d'orientation budgétaire 2023. Donc, il a été présenté en Commission des finances le 9 mars dernier. En préambule, il vous est rappelé les obligations à respecter. Donc, le rapport doit comporter les orientations budgétaires envisagées par la commune, la présentation des engagements pluriannuels, des informations relatives à la dette et dans les communes de plus de 10 000 habitants, le ROB comporte la présentation de la structure et de l'évolution des dépenses de personnel et des effectifs. Les éléments de contexte macroéconomique : l'évolution du PIB seraient de 2,6 % pour 2022 et de 0,6 % pour 2023. En ce qui concerne la dette publique, la France va de nouveau recourir à un montant de dette record de l'ordre de plus de 270 milliards d'euros en 2023, avec un coût d'emprunt de plus en plus lourd. La dette publique représente 111,2 % du PIB, vous avez les tableaux qui suivent. En ce qui concerne le marché du travail, le projet de réforme des retraites doit se poser la question de l'emploi des seniors. Pour les 15-64 ans, le taux de chômage est de 7,2 % au quatrième trimestre 2022. Donc vous avez ensuite les tableaux avec les courbes et les évolutions des taux de chômage. L'inflation: La France a connu un choc inflationniste inédit au premier semestre 2022, selon le point de conjoncture INSEE du 7 février 2023. Le glissement des prix s'élève à 6 % depuis l'été 2022, avec les prix de l'alimentation et de l'énergie qui s'envolent. Donc, vous avez la documentation qui suit. La loi de finances pour 2023 : La réforme des indicateurs financiers se poursuit. Le rôle de ces indicateurs est de mesurer la richesse fiscale et financière des collectivités locales qui ont un impact sur le calcul des dotations et des contributions. À partir de 2022. La loi de finances intègre dans le calcul de ses indicateurs le produit lié à la perception des droits de mutation et met en place des coefficients correcteurs visant à neutraliser tout ou partie de la réforme. Pour 2023 donc, les coefficients correcteurs pour l'effort fiscal seront de 100 % et pour le potentiel fiscal de 90 %. Vous avez ensuite l'explication du rôle de ces indicateurs. En ce qui concerne la CVAE (la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises), donc est l'une des deux composantes de l'ancienne taxe professionnelle va disparaître de moitié en 2023 et en totalité en 2024. Elle sera compensée par le versement d'une fraction de la TVA qui sera égale à la moyenne des montants de CVAE perçus entre 2020 et 2023. Le pacte de confiance, évoqué pour sanctionner les collectivités en cas de dérapage des dépenses de fonctionnement, n'a pas été retenu dans la loi de finances. Seul l'objectif, non contraignant, d'évolution de la dépense locale devrait demeurer dans le texte. Les concours financiers de l'Etat atteindront près de 158,5 milliards d'euros en 2023. Ils se décomposeront en trois rubriques distinctes : les concours financiers de l'État, les subventions spécifiques d'équipement et la fiscalité transférée. L'incidence de la loi de finances 2023 sur les finances communales : Concernant les dépenses d'énergie, la commune ne s'inscrit pas dans les critères définis pour bénéficier de la dotation "filet de sécurité". Nous pourrions en revanche bénéficier des baisses de prix en application de l'amortisseur électricité. Néanmoins, notre facture d'électricité devrait toutefois connaître une hausse de plus de 600 000 €. Les recettes de fonctionnement: En ce qui concerne la fiscalité, la taxe d'habitation n'est maintenue que sur les résidences secondaires. La disparition de la taxe

d'habitation sur les résidences principales est compensée par l'État au moyen des recettes de la taxe foncière des propriétés bâties départementales intégralement affectées au bloc communal. Un mécanisme de garantie de recettes est reconduit en 2023. En matière de foncier bâti, notons que la réduction de moitié des valeurs locatives des locaux industriels sera de nouveau intégralement compensée par l'Etat. Les taux de revalorisation des bases fiscales, donc qui s'appliquent désormais à la taxe foncière sur le bâti et sur le non bâti, ainsi que la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, s'élèvent pour 2023 à plus 7,1 % suivant le taux d'inflation constaté à novembre 2022. Donc cette revalorisation est décidée par l'Etat et donc elle est calculée en fonction des indices de prix à la consommation qui sont comparés entre novembre de n-1 et novembre n -2.

Donc cette revalorisation va impacter l'imposition des propriétaires. Mais ce ne sont pas du tout les communes qui sont maîtres du jeu puisque c'est l'Etat qui décide de cette évolution. Nous, en ce qui nous concerne, au niveau de notre fiscalité, donc pour la 17^e année consécutive, aucune majoration des taux de fiscalité directe n'est envisagée. Donc les impôts en ce qui nous concerne, nos taux ne sont pas augmentés et nos taux figurent toujours parmi les plus bas des communes de notre strate. »

Monsieur le Maire : « Depuis 17 ans. »

Mme Béranger : « Oui, depuis 17 ans. Ensuite l'évolution des attributions de compensation depuis la création de la CA2C. Donc vous avez le tableau qui récapitule ces montants. Pour 2023, on a un prévisionnel de 8 731 289 €. Donc en fait, les évolutions que l'on constate, c'est en fonction des compétences qui sont transférées au fil des années. Vous avez ensuite donc le tableau qui récapitule l'évolution du FPIC, des droits de mutation et de la TLPE de 2017 à 2022. Les dotations et participations pour 2023, la DGF enregistre une augmentation de 320 millions d'euros, mais cette enveloppe sera loin de compenser l'inflation. Donc, vous avez ensuite un tableau qui récapitule. En ce qui concerne la DSU, elle augmente de 80 millions d'euros. En ce qui concerne la dotation globale de fonctionnement communale, vous avez le tableau d'évolution entre 2014 et 2023. Et pour 2023, on a une estimation à 2 228 500 €. Les autres recettes de fonctionnement sont constituées des produits des services : restauration, centre de loisirs, cimetières, etc. Des participations aux projets d'activité par la CAF, Région, Département, des dotations de l'Etat relatives à diverses missions décentralisées. Concernant la dotation des titres d'identité sécurisés, on a une dotation qui va augmenter et qui devrait passer de 12 130 € à 21 500 €. Les dépenses de fonctionnement: En ce qui concerne les charges de personnel elles étaient à hauteur de 9 millions d'euros ou BP 2022, ce qui représente 49,42 % des dépenses réelles de fonctionnement. On a voté 200 000 € de crédits supplémentaires en décembre pour répondre aux différentes mesures qui avaient été adoptées par l'État. Et donc pour 2023, toujours pour tenir compte de ces évolutions, donc l'évolution du point d'indice, l'augmentation du SMIC et la revalorisation des carrières des catégories B et C, le chapitre devrait être majoré de 3 % environ. En ce qui concerne les autres dépenses, donc on a le gros chapitre 11 les charges à caractère général, donc qui reprennent toutes les dépenses qui sont nécessaires au fonctionnement des différents services. Donc on est sur une hypothèse d'augmentation à 6 % pour tenir compte bien sûr du contexte inflationniste. Les autres charges de gestion courante, donc le chapitre 65 contient les subventions aux associations, les participations aux syndicats, les contributions au SDIS, et cetera. Et donc ce chapitre ne devrait pas évoluer. Vous avez ensuite un graphique qui reprend l'évolution des dépenses de fonctionnement de 2017 à 2022. Ensuite, concernant la dette communale : nous avons le tableau du profil d'extinction de la dette. Donc la dette s'éteindrait en 2038. Vous avez ensuite les flux de remboursement matérialisés par notre tableau. La dette par type de risque: on observe qu'on a une dette qui est saine, avec un taux moyen à 2,13 %. La dette par prêteur, principalement la Banque Postale, Crédit Agricole. La dette selon la charte de bonne conduite, donc selon le risque. On observe que l'emprunt qui comporte le plus de risques, les 4,78, se termine en 2024. En ce qui concerne la CAF, la capacité d'autofinancement, qui est égale au produit réel de fonctionnement moins les charges réelles de fonctionnement, on observe une augmentation au fil des années de 2019 à 2021. Puisqu'on est à 4 098 000 € en 2021, la CAF nette, on s'aperçoit qu'elle s'est très bien reconstituée. Donc la CAF net c'est la CAF brute moins le remboursement en capital. On est à 1 883 000 € en 2021. Les investissements, en ce qui concerne les dépenses: on a le gros chapitre récurrent, le chapitre 21. Donc on a tous les achats de matériels pour les services, les équipements et on a les dépenses du chapitre 23 qui sont évaluées à 2 millions d'euros et ensuite les autres crédits

d'investissement. Donc, ce sont les grands projets qui sont décidés par la commune et qui sont repris donc au PPI qui est sous vos yeux. Donc pour 2023, donc on a Sandras, l'accessibilité, le contournement, la Basilique, le musée, Secrétin, la vidéoprotection, des travaux à la Trésorerie, la création de stationnement aux abords de la bibliothèque, des travaux pour l'attractivité du centre-ville et des poses de panneaux photovoltaïques. Donc pour 2023, on arrive à 5 396 000 €. En ce qui concerne les recettes, le financement des investissements sera assuré par les ressources propres. D'une part, le virement de la section de fonctionnement, ainsi que le FCTVA. Un emprunt qui pourrait être mobilisé de l'ordre de 2 millions d'euros. Pour mémoire, en 2022, on n'a pas emprunté. Les subventions de l'Etat, de la Région, du Département, des prescripteurs obligés et la taxe d'aménagement. En ce qui concerne donc les ressources humaines: vous avez sous les yeux le rapport d'information sur le personnel communal. On constate qu'à Caudry, on a une diversité des ressources humaines qui est liée au large spectre des domaines d'intervention.

La grande majorité des filières de la Fonction Publique Territoriale sont représentées au sein de notre personnel, puisqu'on a la filière administrative, technique, culturelle, sanitaire et sociale, animation sportive et police qui sont représentées. S'agissant de l'évolution des effectifs, on a une légère hausse entre 2021 et 2022, mais globalement, entre 2017 et 2022, on arrive à une stabilité. Au 31 décembre 2022, le recours aux agents contractuels constaté est au nombre de seize, ils correspondent à des remplacements ponctuels d'agents en arrêt maladie, de contrats de projets pour des missions spécifiques et de renforts de personnels ponctuels pour faire face aux chantiers de bâtiments repris en régie ainsi qu'à notre accession au label quatre Fleurs Villes Fleuries. Donc vous avez un tableau qui retrace l'évolution des effectifs dans les différentes catégories de personnels. Le tableau avec les contrats aidés. En 2022, les PEC qui étaient avant au nombre de dix, se sont éteints puisqu'il n'y avait plus de possibilité de renouvellement. »

Mme Baccout: « Je préciserai, Madame Bérenger, qu'il en reste un dont le contrat se terminera dans le courant de cette année. »

Mme Bérenger : « Ensuite, nous avons également des adultes-relais, au nombre de deux dans les contrats aidés qu'il nous reste. D'un point de vue général, l'évolution des effectifs à l'horizon 2023 devrait s'appuyer sur la prise en compte des besoins précis à satisfaire et des actions de formation pour renforcer les qualifications professionnelles de nos agents. En ce qui concerne l'évolution de la masse salariale. Donc on s'aperçoit qu'en 2022, on a une hausse de la masse salariale de 6,29 %, donc qui correspond donc, comme je l'ai déjà dit, à l'augmentation du SMIC, la revalorisation du point d'indice de 3,5 % et des modifications des grilles indiciaires suite aux revalorisations des carrières des agents des catégories C et B. Et cette évolution pour 2023 sera encore plus conséquente puisque là on sera en année pleine. En ce qui concerne les rémunérations dont vous avez le tableau également, on peut constater qu'au niveau du traitement des titulaires, l'augmentation entre 2021 et 2022, c'est toujours pour la même raison les augmentations du point d'indice, la refonte des grilles indiciaires. En ce qui concerne les non titulaires, l'augmentation sur 2022 est justifiée par le retour des contrats saisonniers et le renfort pour les bâtiments et pour le service jardins-espaces verts, les contrats d'avenir. L'augmentation est aussi liée au volume horaire qui est passé de 20 h à 30 heures et à l'évolution du SMIC et ainsi que les contrats de 2021. On les a eus en année pleine en 2022, d'où la progression du montant. L'augmentation des heures supplémentaires, elle, est liée à la sortie de crise sanitaire puisqu'en 2022, les fêtes sont revenues et sont liées aussi, donc aux chantiers et à l'effet "quatrième fleur". La prime de novembre : elle a augmenté en raison de l'évolution du SMIC puisqu'elle est indexée sur le SMIC. L'organisation du temps de travail: depuis le 1^{er} janvier 2022, les agents de la collectivité sur emploi permanents sont assujettis à un système de jours de RTT avec une quantité hebdomadaire de 37 h et demie contre 35 h auparavant. Donc, cette augmentation du volume horaire correspond à 18 000 heures disponibles, correspondant à 11 TP. Les avantages en nature: outre les bons de vêtements et chaussures accordés au personnel, il y a également la participation de l'employeur sur le contrat prévoyance pour un montant de 20 530 € en 2022. Au niveau des charges patronales, donc la cotisation CNFPT est majorée de 0.1 % en 2023 et est affectée au financement des frais de formation des apprentis. La cotisation du centre de gestion est inchangée à 1 % et la part patronale de cotisation à la CNRACL, la caisse de retraite des fonctionnaires, reste stable à 30,65 %. Précisons par contre que le projet de réforme prévoit une augmentation d'1 point de cotisation employeur. La répartition hommes-femmes : en

2022, l'effectif était composé de 43,5 % de femmes et de 56,5 % d'hommes. Donc vous avez le détail par catégorie d'employés. Voilà en ce qui concerne le rapport d'orientation budgétaire. »

Monsieur le Maire : « Merci Agnès. Alors oui, ce qui est important, bon, on va vers un avenir qui est quand même compliqué et un peu inquiétant, compliqué et inquiétant. Vous avez entendu les hausses des prix de l'énergie 600 000 € en plus sur notre budget. On a parlé des coûts de restauration scolaire, les augmentations, tout augmente. Ça va être compliqué. Bon, quand même, ce qu'on peut vous annoncer en avant première, c'est qu'effectivement nous avons décidé avec les collègues de notre groupe, pour encore une année supplémentaire, de ne pas augmenter la fiscalité locale. Donc cela fera 17 années où nous n'aurons pas augmenté nos taux de fiscalité locale.

On a une courbe de la dette qui encourageante, qui est plus qu'encourageante, avec une durée théorique d'extinction qui est à 4,76 années, alors que l'État considère le seuil critique à 12 ans. Donc nous on est à 4,76 années, c'est quand même une bonne nouvelle. Et puis surtout, ce qui est important, c'est que nous avons décidé, dans nos investissements, de faire des investissements qui nous permettent de réduire notre fonctionnement. Je pense que l'enjeu de demain, ça va être ça, ça va être d'investir intelligemment, c'est à dire d'investir par exemple dans l'isolation pour payer moins de chauffage. Et donc, comme vous l'avez vu, il y a, dans le programme, pas mal de projets qui vont en ce sens, à savoir par exemple la salle Jacques Secrétin, qui a été complètement réhabilitée et qui aujourd'hui est exemplaire en termes de consommation énergétique, vous aurez l'occasion de la voir, mais vous verrez, c'est une magnifique réalisation et en plus qui rend hommage à notre patrimoine industriel puisqu'elle était faite dans une ancienne usine de dentelles. On a également l'autoconsommation collective avec la pose de panneaux photovoltaïques qui va permettre d'alimenter donc nos bâtiments publics en énergie grâce à l'énergie solaire. La réhabilitation de l'école Condorcet, réhabilitation de l'école Paul Bert, donc des écoles qui vont être complètement réhabilitées en termes de menuiserie, d'isolation, et cetera. Voilà, c'est l'enjeu de demain. L'enjeu de demain, c'est de supporter toutes ces hausses de coût de l'énergie en faisant des investissements intelligents. Messieurs, dames, je ne sais pas si vous avez a des questions, des remarques, oui madame Desreumaux. »

Madame Desreumaux : « Je vous remercie. Je remercie les services municipaux qui ont travaillé à la réalisation de ce document et je rappelle que mes propos sont bien politiques et n'entachent aucunement le travail des techniciens qui ont participé à ce ROB. Alors juste revenir quelques secondes, je ne m'étendrai pas là-dessus parce qu'en fait c'est une arlésienne, ça revient à chaque ROB. Certes, La commune n'est pas maître du jeu en ce qui concerne les bases d'imposition, mais sachez quand même, cher caudrésien et caudrésien, que dans tous les cas, vos impôts vont augmenter à hauteur des 7 % définis par la loi de finances. »

Monsieur le Maire : « Comme tous les français... »

Madame Desreumaux : « ... en réalité, la commune pourrait très bien faire une opération zéro en baissant elle-même sa participation, sa demande. Alors pour moi, ce ROB... »

Monsieur le Maire : (en fond, propos inaudibles)

Madame Desreumaux : « Excusez-moi, est-ce que... enfin si vous avez des infos pour débattre après mon intervention, il n'y a aucun souci. Par contre, je vous demande de bien vouloir m'écouter. Ce ROB ne peut être débattu, car il est à lui seul un mensonge par omission. Passez les pages sur la situation mondiale, les pages sur la situation nationale et locale qui certes sont des obligations légales. Que reste-t-il de la volonté politique budgétaire? Nous n'en savons rien et je ne peux me satisfaire que de ces quelques mots nous expliquant que vous vous lancez dans une politique de réhabilitation et de rénovation de certains bâtiments, simplement par souci économique, alors qu'en réalité, c'est un réel enjeu écologique qu'on devrait y voir derrière. Nous n'en savons rien. Tout juste un tableau sur les PPI, donc plans pluriannuels d'investissement à la page 26. Mais qu'en est-il réellement de votre vision de la ville ? Qu'en est-il du propos politique ?

Alors vous nous rappelez souvent, et vous l'avez fait en Commission des finances la semaine dernière, qu'en réalité votre papa a tout construit. Certes, mais que fait-on avec ces bâtiments ? Quels seront les choix de financement des politiques sociales, écologiques, culturelles et économiques de la ville ? Ça encore, nous n'en savons rien. Mensonge par omission puisqu'en réalité, un élément majeur qui a marqué la fin de l'année 2022, qui a marqué notre ville à la fin de l'année 2022, qui est celui du legs de Louis Sandras aux œuvres sociales de la ville. Qu'allez-vous donc faire des 5 millions de l'héritage ? Officiellement, nous ne le savons pas. Officiellement, ce n'est pas écrit dans ce document. Certes, vous nous l'avez expliqué brièvement et je me suis déjà insurgée la dernière fois au moment où vous l'avez dit dans un Conseil municipal, mais cette donnée, qui est une donnée hyper importante en termes économiques, en termes budgétaires, pourquoi elle ne figure pas dans ce ROB ? Alors qu'allez-vous faire de ces 5 millions ? Vous avez fait quelques déclarations faisant jouer à la presse lors de la vente. Alors à ce moment-là, on aura tout lu : "Maison de santé, mini clinique, qui d'ailleurs étaient déjà des promesses pré-électorales de 2020 que l'on attend toujours, une statue du bienfaiteur, pourquoi pas ?

Tout cela pour apprendre quelques mois plus tard que vous alliez rembourser la dette à hauteur de 2 millions sur cet argent tombé du ciel. Pourquoi est ce qu'on ne le lit pas dans ce ROB ? Cet argent, c'est celui des caudrésiens, c'est celui des caudrésiennes et son utilisation doit en être débattu a minima au sein de ce Conseil, a minima dans ce ROB et de toute évidence auprès des habitantes et des habitants que vous négligez et méprisez de nouveau. Un budget participatif aurait permis à la population de s'emparer du sujet. Je ne reviendrai pas là-dessus, je m'y suis déjà exprimée. Autre omission page 18 du ROB. Ce chapitre contient les subventions aux associations, la subvention au CCAS ainsi que le versement des participations aux syndicats intercommunaux qui ne devraient pas évoluer. On parle bien ici du chapitre 65 à hauteur de 3 559 956 € en 2022, dont une subvention annuelle d'un peu plus de 720 000 € pour le CCAS. Et pourtant... Alors avant de développer mon propos, je vais juste reciter le testament du 29 octobre de 1982 de Louis Sandras. Le testament précise d'autre part que si, pour une raison quelconque mais juridiquement justifiée à son épouse et à son exécuteur testamentaire, la fondation ne pouvait être autorisée, les dispositions ci-dessus au profit de la Ville de Caudry en nue-propriété conserveront leur plein et entier effet, avec pour seule obligation l'affectation de ces biens au profit des œuvres sociales de la Mairie sous l'intitulé « Donation Louis Sandras » Testament datée du 29 octobre 1982. Et des œuvres sociales, nous en avons bien besoin aujourd'hui. Par œuvre sociale, j'entends Centre Communal d'Action Sociale et vous tous autour de cette table, vous tous, parfois même vous l'avez voté pour certains, le démantèlement de notre CCAS. Jusqu'à présent, les habitants de la commune pouvaient bénéficier d'un service de qualité avec le dévouement de son personnel, comme je peux le lire très souvent dans la rubrique nécrologique de nos quotidiens locaux. Ce sont aussi des tarifs modérés de services à la personne. Aujourd'hui, en réalité, vous suivez sans le dire, sans l'assumer et encore moins dans ce ROB, la ligne budgétaire et politique de votre papa qui s'est sagement débarrassé des HLM, du logis foyer Léonce Bajart par exemple. »

Monsieur le Maire : « On dira plutôt qu'il a sauvé les HLM madame, qui étaient en faillite. »

Madame Desreumaux : « Mais alors... »

Monsieur le Maire : « ... il a trouvé. il s'est battu pour trouver un repreneur madame. Donc s'il vous plaît, respectez le travail qui a été fait. »

Madame Desreumaux : « Moi je vais vous demander de respecter mon intervention... »

Monsieur le Maire : « ... il a surtout repris les salariés. »

Madame Desreumaux : « Alors moi je vais vous demander de respecter mon intervention et de me laisser parler... »

Monsieur le Maire : « ... ouais , ouais, bien de la chance d'être repris. »

Madame Desreumaux : « Ça va, je peux continuer ? »

Monsieur le Maire : « Bah si vous pouviez aller un peu plus vite madame, parce que ... »

Madame Desreumaux : « Ah non, non, je vais prendre tout mon temps, Monsieur. »

Monsieur le Maire : « Ah pardon ! Oui, d'accord, on va vous couper la parole, c'est dommage. »

Madame Desreumaux : « Vous le faites déjà. »

Monsieur le Maire : « Vous allez encore pouvoir crier au loup. »

Madame Desreumaux : « Alors aujourd'hui, vous suivez donc la ligne budgétaire et politique de votre papa qui s'est savamment débarrassé des HLM, du logis Foyer Léonce Bajart... »

Monsieur le Maire : ... « qui a sauvé les HLM, madame. »

Madame Desreumaux : « ...Maintenant, vous, le CCAS (propos inaudibles dans l'Assemblée) Qui sera donc le prochain ? En réalité, l'humain c'est vraiment pas pour vous. Je pense aux agents du CCAS, qu'ils soient agents de la Fonction Publique Territoriale ou contractuels. Ce changement de régime est une réelle catastrophe. Le social est l'affaire du municipal et encore plus dans une commune où le taux de pauvreté est de 30 %. Alors on m'a rapporté, beaucoup de caudrésiens, parce que ça parle dans la ville. Beaucoup de caudrésiens m'ont rapporté que vous agitiez le chiffon rouge du chômage pour faire taire les rebelles. Moi, ce soir, j'agite le chiffon rouge de la liberté, comme le dit la chanson. Alors, vous avez beau tirer la couverture politique sur vous dans le combat que mènent les salariés et les syndicats autour de Buitoni, je comprends bien ici que vous n'offrez pas le chocolat chaud aux employés du CCAS. Ce que vous faites au CCAS est inhumain et en complète contradiction avec l'image que vous voulez donner de vous aux médias. Mais je vous rassure, les caudrésiens ne sont pas dupes. De nouveau, vous vous attaquez aux fondements de notre République, vous vous attaquez aux services publics, vous faites au CCAS ce que vous reprochez aux dirigeants de Nestlé, peu importe l'humain, seul compte le résultat financier. Je vous remercie. »

Monsieur le Maire : « Pathétique, alors là oui, bravo, je pense qu'on peut l'applaudir (applaudissements) félicitations, belle comédienne madame, vous monter en gamme, bravo ! Puis vous pouvez sourire, c'est très bien. Alors par contre, moi madame, il y a des mots, puis, après il y a les faits. Force est de constater que lors de la manifestation de soutien à Buitoni, vous étiez la grande absente, hein. Vous qui vous dites une femme de gauche, défenseuse des travailleurs, on vous a entendu. Première chose, vous me parlez de »...

Madame Desreumaux : ...« C'est la différence de ceux qui vivent de la politique et de ceux qui travaillent pour vivre. »

Monsieur le Maire : « Madame s'il vous plaît ! s'il vous plaît ! je vous ai laissé parler Madame. Alors vous parlez de vision, donc en ce moment on est en train de réviser notre PLU, c'est la vision de l'avenir de la commune. Vous nous avez saoulés, harcelés pour être invitée, donc vous avez été invitée combien de fois Dominique ? quatre fois Madame Desreumaux, toujours absente. Voilà Madame Desreumaux l'intérêt qu'elle porte à la ville de Caudry. Alors bon après forcément, je ne veux pas faire de commentaires sur le reste parce que c'est tellement pathétique que ça n'en vaut pas la peine. Vous, à chaque fois, vous transformez les termes. Je rappelle que Guy Bricout a sauvé l'office municipal des HLM qui était en faillite et il s'est débrouillé pour trouver un repreneur en la personne de Promocil qui nous rend un service énorme aujourd'hui. Et si Guy Bricout n'avait pas été là, les salariés de l'office municipal des HLM seraient au chômage depuis longtemps. Voilà, donc je pense qu'on peut lui dire un grand merci. (propos inaudibles dans l'Assemblée en fond). Oui bien sûr, oui on va pas refaire là-dessus. Mais bon, allez. »

Madame Desreumaux : « Excusez-moi vu que quand même vous avez porté une attaque, j'aimerais pouvoir y répondre encore une fois... »

Monsieur le Maire : « *Si moi je réponds à vos attaques, on a pas fini... »* »

Madame Desreumaux : « *Mais gardez votre calme monsieur. »* »

Monsieur le Maire : *(rires) elle a un petit sourire, très bien à la caméra.*

Madame Desreumaux : « *Comme tous les caudrésiens dans les rues de la ville, tout le monde est filmé. Pourquoi ça vous dérange ? Déjà, je suis aussi très chiffonnée du fait que ce Conseil municipal ne soit pas retransmis en direct comme il put, comme il l'eut été... »* »

Monsieur le Maire : « *Bah si, il est retransmis par vos amis, regardez, on est filmé. Le Conseil municipal est public madame »* »

Madame Desreumaux : « *Oui, mais n'empêche que la démocratie... »* »

Monsieur le Maire : ... « *non, mais vous ferez votre théâtre ailleurs »* »

Madame Desreumaux : « *n'empêche que la démocratie... Excusez-moi, est-ce que je peux parler ? moi, je ne vous ai pas coupé. »* »

Monsieur le Maire : « *Mais dépêchez-vous »* »

Madame Desreumaux : « *Bon alors gardez votre calme, on va y arriver. »* »

(Monsieur le Maire s'absente momentanément)

Madame Desreumaux : « *Alors je vous le rappelle, moi je ne vis pas de la politique. Et moi, Monsieur, je prends le train tous les matins à 6 h du matin et je rentre parfois il est plutôt 20 h et donc je ne peux pas me rendre à des réunions qui ont lieu en journée. Maintenant, si vous les faites à 19 h-18 h, je me débrouille pour être présente. J'ai été présente la semaine dernière, d'une part. Vous les faites le samedi, il n'y a aucun souci, je serai là. Mais maintenant arrêtez, arrêtez ! Et surtout n'oubliez pas et rassurez-vous, que chaque document émanant de cette commission du PLU qui me reviennent, qui me sont envoyés par mail. Ne vous inquiétez pas, je les épluche comme il se doit. Je vous remercie. »* »

(Monsieur le Maire revient dans la salle) *Allez, on passe à la question suivante. (brouhaha dans l'Assemblée)*

Monsieur le Maire : « *Non, non, on a bien débattu, hein ? C'est bon c'est acté. Alors ensuite donc, le point suivant une information. »* »

Madame Baccout : « *Il faut voter Monsieur le Maire. Le fait qu'il y a eu débat. »* »

Monsieur le Maire : « *Voilà, on acte, on a que le fait qu'on a débattu sur le rapport d'orientation budgétaire. »* »

ADOpte A L'UNANIMITE

Affaire suivie par Madame BACCOUT, Directrice Générale des Services ; Monsieur HISBERGUE, Responsable du Service Financier et Économique ; Madame GABET, Directrice des Ressources Humaines

INFORMATION 1 : DECISION DE M. LE MAIRE

Monsieur Marc DEVIENNE, Conseiller municipal présente l'information n°1.

Fixation du tarif des bornes de recharge municipales pour les véhicules électriques (voir annexe)

Monsieur le Maire : « Merci Marc. Donc vous l'avez vu, nous avons installé deux bornes de recharge pour deux véhicules à l'arrière de la mairie et deux bornes pour de recharge pour deux autres véhicules devant le musée. Alors au niveau des tarifs, Dominique, je pense que tu as fait une étude comparative... »

Monsieur Fauquemberg: (son faible) « avec des communes comme Valenciennes, Cambrai, Le Cateau et Solesmes voilà et on peut faire circuler (le document) si vous voulez »

Monsieur le Maire : « Oui, on peut le faire. Donc un comparatif a été fait avec d'autres communes et puis avec des enseignes que nous ne citerons pas. Et donc on a décidé, je pense, que le prix de 0,30 est bien situé. »

Affaire suivie par Dominique FAUQUEMBERGUE, Directeur des Services Techniques et des Sports

INFORMATION 2 : DECISION DE M. LE MAIRE

Madame Anne-Sophie MERY-DUEZ Adjointe au Maire présente l'information n°2

Modification des tarifs de l'aire de camping-cars. (voir annexe)

Monsieur le Maire : « Très bien, Merci Anne-Sophie. »

Affaire suivie par Dominique FAUQUEMBERGUE, Directeur des Services Techniques et des Sports et Madame MUTEZ, Responsable environnement et aménagement urbain

INFORMATION 3 : DÉCISION D'ACCEPTATION DE DONNS NON GREVÉS DE CHARGES ET DE CONDITIONS

Monsieur Damien BRULANT, Conseiller municipal expose :

Le Maire de Caudry,

Vu la délibération du 24 mai 2020 déléguant au Maire les fonctions prévues à l'article L2122-22 du CGCT ;

Vu l'article L.2122-22-9 du CCGT disposant que le maire peut, par délégation du conseil municipal, être chargé en tout ou partie et pour la durée de son mandat, d'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

Vu la délibération n° REVE/17-11-22/Q12, en date du 17 novembre 2022 relative à la convention partenariale pour le fonctionnement et l'encadrement de la patinoire ;

DÉCIDE

ARTICLE 1 :

d'accepter le don de 950 euros de l'association « École de Pétanque du Caudrésis » représentée par Monsieur Dominique RENARD, correspondant à l'encaissement des entrées de la patinoire installée en centre-ville à l'occasion du traditionnel marché de Noël pour la période du 14 au 31 décembre 2022.

ARTICLE 2 :

Madame la Directrice Générale des Services et Madame la Comptable publique sont chargées chacune en ce qui la concerne de l'application de la présente décision.

Monsieur le Maire : « Très bien Donc un grand merci à l'association "école de pétanque du Caudrésis" qui a assuré la permanence pendant toute la durée, donc un mois, un mois complet et qui a permis donc aux caudrésiens, aux gens des environs... (en aparté) ce n'est pas terminé messieurs, dames, ne rangez pas vos affaires... qui a permis aux caudrésiens et aux jeunes des alentours de bénéficier d'une demi-heure de patinoire au prix modique d'1 €, merci! »

Affaire suivie par Peggy SZOPA, Pôle R.E.V.E.

Monsieur le Maire : « Alors effectivement, donc vous savez qu'on aime prendre nos responsabilités. Donc on allait vous parler du... alors, madame Desraumaux, malheureusement a encore fait une erreur sur le terme c'est pas le CCAS, c'est le SAD, c'est le service d'aide à domicile. Alors vous parler du service d'aide de domicile. Pour information, notre service d'aide à domicile accusait déjà en 2011 un déficit d'exploitation de 258 202,04 €, en 2011. En 2017, celui-ci est passé, il a tout le temps évolué, Il est passé à 375 959,27 €. En 2018, il était de 544 739.01 €. Et aujourd'hui donc, ce déficit cumulé est de 578 623,11 €. C'est le déficit cumulé de notre SAD. Alors il faut savoir qu'aujourd'hui, quand on intervient chez un bénéficiaire, nous sommes remboursés de 23 € par le Département et nous avons la chance que le Département a quand même augmenté ses tarifs. Et le coût de la prestation tout confondu nous revient à 26,50 €. Donc c'est à dire qu'à chaque fois que nous intervenons chez un bénéficiaire, nous perdons 3,50 €. Voilà, à chaque heure prestée. Avec l'augmentation des prix de l'énergie, avec la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires, et cetera. Nos projections sont à 200 000 € supplémentaires. Donc, si on continuait comme ça, l'année prochaine, on aura été à 700, quasiment 800 000 € de déficit, dans deux ans, 1 million d'euros de déficit. Moi, je ne connais pas d'entreprises qui sont capables de continuer à travailler avec 580 000 € de déficit ou 750 000 € de déficit ou de 900 000 €, déficit ou 1 million de déficit, c'est cessation de paiement et c'est liquidation judiciaire. Donc, par rapport à ça, il y avait plusieurs perspectives. La première, effectivement, c'était de taper fort sur nos bénéficiaires en disant "Écoutez, nous, ça nous coûte 26,50 €, bien, on va vous facturer pour se faire un peu de marge, 27 €". Les gens seraient passés de 23 € à 27 €, sachant que 90 % de nos bénéficiaires sont bénéficiaires de l'APA. L'APA, c'est le minimum qu'il puisse exister. Donc nos

bénéficiaires ont eu un reste à charge hyper important. Bon, c'est peut-être ce que certains voulaient, mais en tout cas, nous ce n'est pas ce qu'on voulait. On a effectivement une population qui est pauvre, qui a de gros problèmes et on ne voulait pas faire payer aux gens la différence entre notre coût de revient et la prise en charge par le Département. Donc par rapport à ça on a fait d'abord un audit. Frédéric vous le confirmera. Parce qu'on voulait voir comment ça se passait, un audit qui préconisait donc de transférer l'activité. Parce qu'on a eu une réunion avec les salariés. Une dame m'a dit "Vous fermez le SAD, je dis non, madame, la sucrerie va fermer, il va y avoir 160 chômeurs. Buitoni risque de fermer, il va y avoir 160 chômeurs? Naf Naf a fermé, Yves Rocher a fermé, mais vous, il n'y aura pas un emploi qui sera supprimé. Tout le monde doit garder son travail. Nous avons été contactés par plusieurs entités avec à l'esprit quelque chose d'important et c'est ce qui sera appliqué. La première chose, c'est qu'il n'y ait aucunes suppressions de postes, donc il n'y a aucunes suppressions de postes dans le transfert de l'activité. Je ne dis pas dans la vente à une association parce que aujourd'hui on est en train de raconter que nous avons vendu au privé. Donc, c'est un transfert d'activité à une association. Il fallait avoir à l'esprit plusieurs choses : aucune suppression de postes, c'est le cas. Pas de baisse de salaires, c'est le cas. Aujourd'hui Frédéric pouvez-vous me confirmer que les agents titulaires ont été reçus et que pour bon nombre d'entre elles, elles vont gagner plus ? »

Monsieur Dumesnil : « Je vous le confirme Monsieur le Maire. »

Monsieur le Maire : « Merci Monsieur le directeur. Reprise de l'ancienneté. Frédéric, pouvez-vous me confirmer que l'association va reprendre l'ancienneté des agents ? »

Monsieur Dumesnil : « L'ancienneté de tous les agents sera reprise par l'association. »

Monsieur le Maire : « Merci, Monsieur le Directeur. Et en plus de ça, aujourd'hui, pour vous donner un petit peu l'état des lieux. Le SAD c'est 24 titulaires et 32 CDD. Donc 32 personnes en situation précaire. Vous savez ce que c'est un CDD ? On ne peut pas avoir de crédit, on ne sait pas de quoi demain sera fait. Forcément, quand il y a des difficultés, eh bien, on est les premiers à être mis dehors. Voilà. Eh bien, une bonne nouvelle, messieurs, dames, ces 32 CDD vont être Cédés, avec cette association, avec le transfert de l'activité. Donc ça, je pense que ce n'est pas une trop mauvaise nouvelle. Voilà. Alors le seul point, on va se l'avouer, le seul point qui gêne et je peux le comprendre mais à un moment, il faut prendre des décisions. Aujourd'hui, madame la Directrice Générale des Services va vous le confirmer. Le SAD, ce n'est pas une fonction obligatoire d'une commune, c'est une fonction accessoire. Donc là, si on continuait comme ça un jour, Monsieur le Préfet aurait contacté la Cour régionale des comptes qui serait venu nous voir et il nous aurait dit voilà votre service d'aide à domicile est déficitaire, il faut le fermer et licencier toutes les personnes. Madame la Directrice Générale des Services. »

Madame Baccout : « Tout à fait, je vous confirme, Monsieur le Maire, parce que le service d'aide à domicile est une activité facultative dans CCAS. Tous les CCAS, d'ailleurs, n'ont pas de service d'aide à domicile. Et par conséquent, en effet, c'est l'option que retiendraient les services de l'État, voyant notre résultat déficitaire qui ne cesse d'augmenter d'ailleurs. »

Monsieur le Maire : « Voilà, donc il y a deux façons de voir les choses, le verre à moitié vide, ça, c'est la spécialité de certaines. Et le verre à moitié plein. Moi, je suis content d'avoir sauvé ces emplois. Alors avec des avantages, l'association à qui on va le transférer, c'est l'AMF-AD qui est une filiale de l'AFEJI. C'est une association socialiste, de gauche qui a été créée par Michel Delebarre il y a 61 ans à Dunkerque, Robert Denvers également, qui compte aujourd'hui 3000 collaborateurs. 110 établissements et 20 000 bénéficiaires. Je veux dire, on n'a pas donné, on n'a pas voulu transférer à une petite association qui est en difficulté. On a vraiment choisi une association qui avait les reins solides et qui va assumer avec beaucoup de réussite, j'en suis sûr, le service d'aide à domicile. Après que rajouter? Après effectivement, je comprends les titulaires qui vont perdre leur statut de fonctionnaire alors perdre entre guillemets puisqu'elles vont, pendant cinq ans, ils et elles vont pendant cinq ans garder ce statut de fonctionnaire, c'est-à-dire que

demain elles peuvent faire un essai dans l'association puis demain dire" bah moi je réintègre la Fonction Publique, je vais par exemple...". Alors il faut savoir que des passerelles... "je ne veux plus travailler au SAD avec l'AFEJI, j'ai vu qu'il y avait une place à l'EHPAD de Léonce Béjart qui se libérait, ben je vais postuler". Et donc elles récupèrent leur statut de fonctionnaire. Alors des passerelles, madame la Directrice... »

Madame Baccout : « C'est tout à fait ça Monsieur le Maire, Entre la Fonction Publique Territoriale et la Fonction Publique Hospitalière, il y a des passerelles. Et par conséquent, pendant cinq ans, ces agents et ces agentes gardent leur statut d'agents territoriaux dans la mesure où ils vont être placés en disponibilité avec une capacité à réintégrer la Fonction Publique ou Territoriale ou Hospitalière dès lors qu'un poste pourrait correspondre à leur souhait, sachant que dans les cinq ans, ces agents vont peut-être aussi s'apercevoir que de travailler au sein de l'association les épanouit tout autant que de travailler auprès que du SAD qui était géré par le CCAS puisque fondamentalement leur métier ne va pas changer, voir même ils vont évoluer puisqu'il y a des méthodes que notre SAD n'applique pas encore. Je pense que Monsieur Dumesnil pourrait en parler mieux que moi puisqu'il y a des méthodes qui permettent aujourd'hui aux équipes de travailler en totale autonomie et qui par conséquent favorisent à la fois le bien être au sein de l'équipe, qui est autonome, mais aussi et surtout parmi les bénéficiaires, puisque les bénéficiaires sont assurés d'avoir toujours les mêmes personnes qui travaillent auprès d'elles. Et c'est bien ça l'essentiel, que de pouvoir permettre aux bénéficiaires d'avoir toujours un service de qualité qui peut être sera demain plus qualitatif encore, compte tenu des éléments que je viens de vous rapporter là. Mais je pense que Monsieur Dumesnil pourrait en dire même encore plus à ce sujet. »

Monsieur le Maire : « Oui, je vais me permettre. Oui, effectivement, c'est important aussi dans notre décision, c'était que les bénéficiaires gardent leur aide à domicile habituel, qu'il n'y ait pas de changement et que nos salariés gardent leurs bénéficiaires. Il n'y a pas de changement. Je peux même vous dire que le bureau de l'AFEJI va être dans les locaux du CCAS. Vraiment, ça va être transparent. C'est juste la fiche de paie qui changera. Donc, Frédéric peut, peut-être nous parler de la méthode Buurtzorg. »

Monsieur Dumesnil : « C'est bien ça, Monsieur le Maire. Donc effectivement, l'association AMF-AD, qui a accepté cette proposition de transfert va appliquer, non pas au 1^{er} juillet mais dans les mois à venir parce que ça va prendre un petit peu de temps, la mise en place de cette méthode Buurtzorg qui veut dire soins de quartier en français et ça vient du néerlandais. Donc le principe, c'est la création d'équipes autonomes constituées de 5 à 8 agents de terrain sur un petit secteur d'intervention auprès d'un petit nombre de bénéficiaires et ils se géreront eux-mêmes. Donc, ça veut dire que les auxiliaires de vie, les aides ménagères géreront eux-mêmes leur planning d'intervention du lundi au dimanche, comme nous on peut le faire actuellement au sein du bureau. Mais là, c'est vraiment les agents de terrain qui vont créer leur planning d'intervention, leur planning de remplacement. C'est dans le donnant donnant. J'accepte de te remplacer ce soir, mais je te demande de me remplacer samedi soir par exemple. C'est comme ça que ça peut être perçu. Et en tout cas, très schématiquement. L'avantage c'est recréer du lien au sein d'une équipe, redonner du sens au travail et surtout pour le bénéficiaire, et là où le service d'aide à domicile a pu être en défaut, c'est limiter le nombre d'intervenants à domicile. Il n'est pas rare pour un bénéficiaire d'avoir sur le papier trois intervenants, en réalité entre dix et quinze intervenants différents chaque mois. Parce qu'on a aussi un absentéisme qui est galopant, qu'on a du mal à maîtriser, mais qui s'explique aussi par un travail qui épuise. Et il faut savoir que le taux d'absentéisme dans la branche du domicile avoisine les 20 % en moyenne nationale et nous, on est à 20,6 ou voir 20,8 % d'absentéisme. Donc les chiffres que l'on a ne sont pas... »

Monsieur le Maire : ... « Je me permets, mais effectivement on a vraiment voulu comparer. Moi je veux rendre hommage à ces dames qui souvent vont travailler sous la pluie avec le froid à vélo le dimanche après-midi, qui doivent porter des charges lourdes, et cetera. Et on comprend tout à fait le fait qu'elles puissent être des fois absentes parce que malades. Mais pour vous dire un petit peu, on est au même niveau que la moyenne nationale, mais quand même, pour vous donner des chiffres, pour nous, ça représente 4 506 jours d'absence pour maladie ordinaire par an, 4 506 jours. Et 774 jours d'accident de travail. C'est quand même quelque chose d'important, énorme. Alors pour que les choses soient bien claires. Vous le constaterez, il n'y aura aucune suppression de postes, c'est évidemment notre volonté, Christine, Frédéric, Amélie, quand on a décidé de transférer l'activité, je parle bien d'un transfert d'activité à l'association

AFEJI. Donc aucune suppression de postes, pas de baisses de salaire ou voire le contraire, reprise de l'ancienneté. 35 personnes qui étaient en situation précaire de CDD qui vont avoir la chance d'avoir un CDI, 35 personnes, c'est quelque chose d'important. Une possibilité d'avoir de la mobilité géographique et professionnelle parce que vous l'avez entendu tout à l'heure, l'AFEJI Hauts-de-France, parce que tout à l'heure je vous parlais que de l'AFEJI Hauts-de-France, a 110 établissements, donc quelqu'un qui voudrait bouger dans la région, changer carrément de branche à s'occuper de la... Damien, tu as travaillé donc s'occuper de la petite enfance... »

Monsieur Brulant : « L'AFEJI en fait, pour schématiser, ça regroupe toutes les catégories de prise en charge, que ce soit dans le médico-social ou même dans l'action sociale de la crèche jusqu'à l'EHPAD. »

Monsieur le Maire : « Voilà, merci. Une convention collective qui permet une évolution professionnelle plus rapide et plus souple. La Fonction Publique, ça a beaucoup d'intérêt, mais on s'en rend compte, malheureusement pour les petites catégories, on évolue très très lentement et c'est difficile. Donc là, avec ce système de l'associatif, possibilité d'évolution beaucoup plus souple et rapide. On a parlé de l'organisation en autonomie de Burrtzorg, une mutuelle de groupe, ce qu'on a pas nous ici à la commune, prise en charge à 50 % par l'employeur et un comité social économique.

Voilà, l'ordre du jour est épuisé. »

Monsieur Collin : « S'il vous plaît, Monsieur le Maire, on peut intervenir un peu ? »

Monsieur le Maire : « Oui, bien sûr. »

Monsieur Collin : « Parce que je ne savais pas s'il y avait un débat ou... vous n'avez pas dit. Bon, c'est pas un débat, c'est pour dire qu'effectivement, l'AFEJI est une très bonne association. Je la connais parce que j'ai des personnes qui y travaillent autour de moi, qui y ont travaillé du moins autour de moi, et qui m'ont fait des choses positives par rapport à l'association de l'AFEJI. Mais ce qui m'embête, c'est quand vous dites qu'il y a un partenariat avec l'AMF-AD, j'ai essayé de rechercher qu'est-ce qu'il pouvait tenir comme partenariat.

Il n'y a rien qui les relie. C'est-à-dire qu'au niveau de la constitution de l'AFEJI, ce n'est pas pareil que l'AMF-AD. Ce sont deux associations totalement différentes. Donc c'est ça un peu qui m'interpelle parce que c'est vrai que si elles étaient parties à l'ADEJI, pas de soucis, pas de problème. Mais l'AMF-AD bon moi ça m'interpelle parce que je ne vois pas ce lien ou soit cette subordination ou soit des administrateurs associés qui communiquent entre les deux associations. Je suis content pour tout le personnel qui est bien-sûr transféré et repris en CDI et c'est super pour eux, surtout pour les personnes qui sont en CDD. Ensuite par rapport aux titulaires, ce qui m'embête c'est disponibilité qui est de cinq ans et le fait qu'ils puissent revenir si demain dans six mois ou un an ils décident de revenir à Caudry, ils seront automatiquement demandés à être rattachés au CCAS ou à la ville de Caudry et où est-ce que vous allez les mettre ? Par contre s'ils vont à l'EHPAD Bajart ou au centre hospitalier de Le Cateau ou autre, ils ne prennent pas des auxiliaires de vie, ils prennent des aides soignants au minimum. Donc certaines personnes que je côtoie dans le personnel souhaiteraient évoluer. Quelle formation on leur propose ? Parce qu'une formation d'aide soignant c'est neuf mois. Alors qui va prendre en charge cette formation ? C'est pas l'AFEJI ou l'AMF-AD qui ici si elles ne veulent pas aller par exemple à l'AMF-AD, si elles veulent faire une formation, comment ça se passe ? Est-ce qu'on leur a proposé cette possibilité ? Ensuite au niveau des garanties, salaires et tout. C'est vrai qu'elles vont gagner peut-être 1900, 2000 parce que les salaires sont très bas au niveau des aides à domicile. Mais quand on lisse tous les avantages de la commune, elles vont avoir le même salaire. Ensuite, moi ce qui m'embête un peu, c'est ce transfert au niveau des personnes qui sont titulaires, qui ont une carrière dans la Fonction Publique et au niveau de la retraite. C'est les six derniers mois de travail qui construisent la retraite d'un fonctionnaire là, ils vont avoir une retraite mixte, c'est à dire avoir une partie de la Fonction Territoriale, une partie dans le privé et la partie dans le privé, ce sont les 25 meilleures années et c'est pas pareil, ça dépend où est-ce qu'on arrive. Donc moi ce que je pense c'est le niveau de la fin de carrière, au niveau de leur retraite, combien vont-ils toucher ? Je sais aussi que pour certains, les conditions de travail, les ports de charges et autres, est-ce qu'on leur propose des passerelles ? Quel type de passerelle on va leur proposer ? Est-ce que toutes ces questions-là ont été soulevées parce que je me vois mal qu'il y

ait des gens, par exemple, l'AFEJI c'est beaucoup de maîtresse de maison, de centre, c'est comme un peu l'APAJH ou autre ? Est-ce qu'on leur a proposé d'aller directement à l'Aféji et proposé carrément d'aller à l'AMF-AD. C'est ça qui est un peu dommage parce que beaucoup se trouveraient bien à l'aise dans les structures de l'AFEJI »

Monsieur le Maire : *« Ah non, non, il y aura vraiment, je te promets, il y aura vraiment des passerelles vers l'AFEJI. Alors Frédéric, va t'expliquer le lien entre l'AFEJI et l'AMF-AD. »*

Monsieur Dumesnil : *« Alors, l'AMF-AD a un Conseil d'Administration qui est constitué uniquement par le Conseil d'Administration de l'AFEJI et pourquoi l'AFEJI et quel est le lien avec l'AFEJI ? Tout simplement, c'est que l'AFEJI a voulu intervenir sur le champ du domicile, mais elle n'a pas obtenu les autorisations pour pouvoir le faire. Donc c'est par le biais de la création de cette association, donc c'est bien l'AFEJI qui a créé l'association AMF- AD sur Maubeuge qui a permis cette arrivée sur le champ du domicile qu'eux ne pouvaient pas avoir au départ. »*

Monsieur Collin : *(propos inaudibles)*

Monsieur Dumesnil : *« Ben si, ils l'ont par le biais de l'AMF-AD. Ensuite, concernant les agents, je n'ai pas noté toutes les questions de M. Colin, mais je vais essayer d'y répondre. Si j'en oublie, faites-moi signe. Oui, aujourd'hui ont débuté les entretiens individuels de tous les agents titulaires, donc on a commencé cette après-midi, on a reçu douze agents avec madame Gabet et deux représentants de l'AMF-AD. Demain, nous continuons, nous recevons encore douze agents. Donc les douze titulaires du SAD seront reçus et à la fin du mois de mars seront reçus tous les agents contractuels. Donc sur les premiers retours de ces entretiens, je vais aller dans la globalité et ne pas m'attarder sur chacun des cas qu'on a pu recevoir. Des agents ont abordé l'évolution professionnelle au sein de la structure AMF-AD, l'envie de devenir aide soignant, l'envie de devenir éducateur spécialisé. Donc, il faut savoir que dès que l'on met un pied à l'AMF-AD, le droit à la formation est ouvert sur des acquisitions de connaissances, sur un parcours professionnel et un développement des compétences ou même une découverte de nouveaux métiers. Donc, l'agent que j'ai eu cette après-midi et qui souhaitait devenir aide soignant, ça sera possible par le biais de la VAE. Et si l'OPCO, donc l'organisme récoltant de formation, ne peut pas envoyer l'agent en formation, ils iront chercher la formation auprès de l'AFEJI pour pouvoir la dispenser à ces agents concernés et idem*

pour les éducateurs avec des propositions même d'immersion pour découvrir ce qu'est le métier d'aide soignant. Parce qu'on a peut-être une image, comme les stagiaires de l'aide du domicile ont une image du métier mais qui parfois est erronée. Donc il y a des immersions aussi qui sont proposées aux agents qui seraient intéressés par un changement de carrière professionnelle. Mais ce changement pourrait intervenir dès le transfert... »

Monsieur Collin : *(en fond, son faible) « parce que d'habitude, il y a un laps de temps. »*

Monsieur Dumesnil : *« Il n'y a pas de temporalité. En tout cas, il n'y a pas d'adhésion ou de présence au sein de la structure pendant un an avant d'ouvrir un droit à la formation dès le 1^{er} juillet, les agents qui seront transférés auront droit à ces formations. Alors, il est clair que la priorité pour l'AMF-AD dans l'accueil de ces agents, ça va être de transformer leur façon de travailler d'aujourd'hui en équipe autonome, en méthodes Burrtzorg. Ça va prendre du temps et ça ne sera pas le 1^{er} juillet, mais d'ici la fin de l'année, il y aura la préparation à la formation, la constitution des équipes autonomes et la formation de ces équipes autonomes, entre deux, si lors des entretiens, il y a des projets d'évolution professionnelle des agents du service d'aide à domicile vers l' AMF-AD qui étaient exprimés par l'agent en fonction des places disponibles, des budgets disponibles, il n'y a pas de difficulté. Ils iront, ils pourront même suivre ces formations. Voilà, Merci. »*

Monsieur le Maire : *« Pour aller effectivement dans le sens de Frédéric, tout à l'heure je vous ai parlé de l'évolution de la Fonction Publique. C'est très compliqué. Amélie pourra vous le dire, Christine pourra vous le dire aujourd'hui, on rencontre de grosses, grosses difficultés à avoir des formations avec le CNFPT. Il n'y a pas assez de participants, il n'y a pas de formateurs, Christine, Amélie vous pouvez le confirmer. »*

Madame Gabet : *(en fond)* « je confirme »

Monsieur le Maire : ... « Et tu as des fonctionnaires qui ne peuvent pas évoluer parce qu'ils n'ont pas fait des formations, parce que le CNFPT n'a pas pu répondre à leur demande de formation. »

Monsieur Collin : *(en fond, son faible)* « il n'y a pas de formation d'aide soignant. »

Monsieur le Maire : « Amélie ? »

Madame Gabet: « Ah non, non, du tout. »

Monsieur Collin : *(son faible, peu audible)* « Et moi, ce que je te disais, c'est qu'il y a aussi au niveau privé, c'est possible. Il y avait des personnes qui étaient en contrat chez nous en CDD qui ont fait des formations d'aide soignant. »*(fin de l'intervention inaudible)*

Monsieur Dumesnil : « Non pas du tout, non... »

Monsieur le Maire : « Je me permets Frédéric. Amélie, vous n'avez pas confirmé que c'était compliqué les formations de CNFPT.»

Madame Gabet : « Si, si, j'ai confirmé. Je vous confirme que les formations au niveau du CNFPT, c'est extrêmement compliqué. »

Monsieur le Maire : « Et si tu veux, le fait de faire partie d'un gros groupe comme ça, il y a la direction de la formation, il y a des formateurs internes, des gens qui sont beaucoup plus... »

Monsieur Collin : « Moi ce qui m'embête, c'est qu' ils arrivent avec une structure qui est déjà étendue donc ils ont un pôle de formation, c'est limité sur un certain nombre de personnes qui pourront se former d'autres pas. Après, ça dépend de la volonté des gens par rapport... » *(fin de l'intervention inaudible)*

Monsieur le Maire : « Mais là, il y a quelque chose de révolutionnaire, tu peux te renseigner, tu t'es peut-être déjà renseigné, j'imagine, mais la méthode buurtzorg, il paraît que c'est révolutionnaire. C'est un confort de travail, une organisation. Mais nous très clairement, Frédéric pourra le dire, mais on était là, techniquement incapables de la mettre en place. Voilà. »

Monsieur Collin : *(en fond, son faible)* « Moi après, c'est l'histoire de leur carrière... »

Monsieur le Maire : ... « Ah mais c'est certain que là... »

Monsieur Collin : *(en fond)* « pour leur retraite, pour leurs carrières, c'est ça qui me... »

Monsieur le Maire : « oui, c'est sûr, certains. »

Monsieur Dumesnil : « Alors je voudrais terminer mon propos, si vous le souhaitez. Les agents du service d'aide à domicile qui avaient sollicité une VAE d'aide soignant ont pu la débiter, mais elle s'est très vite arrêtée parce qu'ils ne remplissaient pas les conditions d'expérience au sein des établissements. Donc c'est pour ça qu'ils ont dû sortir de l'accompagnement VAE proposé par notre centre de formation qui est le CNFPT. donc, aucun des agents n'a été aide soignant à l'issue de... »

Monsieur Collin : *...(son faible)* « je ne parle pas d'agents titulaires mais d'agents en CDD. » *(suite de l'intervention inaudible)*

Monsieur Dumesnil : « *Autant pour moi, excusez-moi. »* »

Monsieur le Maire : « *Oui, allez-y madame. »* »

Madame Desreumaux : « *Je vous remercie, Monsieur Collin, de votre éclairage. Vous qui êtes spécialiste du domaine de la santé. Vraiment, c'est des propos qui viennent éclairer un peu plus ce que je pensais. Pour ma part et là, vous avez soulevé quelque chose de très très très intéressant, c'est que...et malheureusement qui moi me terrifie. On sait en ces dernières semaines de lutte contre l'augmentation, en tout cas contre l'allongement de la durée d'activité et du passage de 62 à 64 ans pour la retraite, je trouve ça vraiment mais vraiment ça fait mal au cœur quoi. Ça fait mal au cœur de dire à des gens mais maintenant vous allez devoir... votre carrière ne sera plus celle que vous pensiez et les six derniers mois de votre activité ne seront pas pris en compte. Ce sera une retraite mixte et en plus vous travaillez deux ans de plus. Mais enfin non, c'est pas entendable, c'est pas recevable maintenant, pas aujourd'hui. »* »

Monsieur le Maire : « *Très bien. Donc on se donne rendez-vous quand ? »* »

Madame Baccout : « *le 13 avril Monsieur le Maire. »* »

Monsieur le Maire : « *Le 13 avril. Voilà, je souhaite une bonne soirée. Merci. »* »

Avant de conclure la séance et à la demande de Monsieur le Maire, Monsieur Frédéric Dumesnil et Madame Amélie Gabet précisent que la plupart des agents du service d'aide à domicile avaient déjà entamés une carrière dans le secteur privé avant d'entamer une carrière dans le CCAS et par conséquent étaient déjà concernés par une carrière mixte.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 20h20.